

L'OLIGARCHIE ÇA SUFFIT,  
VIVE LA DÉMOCRATIE

## Du même auteur

L'Économie à l'épreuve de l'écologie

*Hatier, 1991*

La Baleine qui cache la forêt

Enquête sur les pièges de l'écologie

*La Découverte, 1994*

La Révolution biolithique

Humains artificiels et machines animées

*Albin Michel, 1998*

La Guerre secrète des OGM

*Seuil, 2003*

*Édition mise à jour, « Points Sciences », n° 177, 2007*

Gaza

La vie en cage

(photographies de Jérôme Equer)

*Seuil, 2005*

Comment les riches détruisent la planète

*Seuil, 2007*

*« Points Essais », n° 611, 2009*

Pour sauver la planète, sortez du capitalisme

*Seuil, 2009*

*HERVÉ KEMPF*

L'OLIGARCHIE ÇA SUFFIT,  
VIVE LA DÉMOCRATIE

*ÉDITIONS DU SEUIL*  
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV<sup>e</sup>

ISBN: 978-2-02-102888-1

© Éditions du Seuil, janvier 2011

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

[www.seuil.com](http://www.seuil.com)

## Exorde

La planète est semée de lieux magnétiques où les humains ont rencontré les dieux. Les contemplant sur le voile de leurs rêves, les hommes ont su que leur défi serait de s'arracher à la glaise pour reproduire sur terre l'harmonie entrevue. Ils ont deviné aussi que leur aventure toujours échouerait, et qu'ils retomberaient pour se dresser à nouveau.

L'Acropole d'Athènes est de ces lieux. C'est un plateau rocheux dominant la plaine. Les temples qui s'y dressent affrontent, impavides, les marées du temps. L'œil se lève, oublie le monde, se noie le long des colonnes dans le ciel des dieux et de l'azur.

Ici a jailli le miracle grec : sur le terreau de civilisations puissantes et énigmatiques, un peuple a imaginé que l'esprit humain pourrait penser par lui-même. Dégageant pour la première fois de la pierre des corps palpitants et beaux, il a créé la raison, la philosophie, et la politique. Déniant aux prêtres, aux rois et aux puissants l'autorité que ceux-ci prétendaient s'attribuer par nature, il a inventé la démocratie, et démontré pendant deux siècles qu'une communauté humaine se gouvernant elle-même dans la justice et l'égalité était source de beauté, de puissance, et d'équilibre.

Ô Périclès, Hérodote, Aristote, combien est vitale aujourd'hui votre aimable leçon ! Au pied de l'Acropole, les oligarques ont repris le pouvoir. Bouffis de morgue et de suffisance, ils pressurent le peuple, détruisent la nature, bafouent toute règle. Plus cyniques que le plus retors des sophistes, ils affirment qu'ils sont démocrates. Forçant l'Europe qui est née de votre génie, ils transforment cette maternelle maîtresse en une marâtre cupide.

Ô Solon et Clisthène, jamais il n'a été plus urgent qu'en ce jour de secouer le joug ! Jamais plus nécessaire de retrouver la source vive de la liberté et de la mesure !

## Introduction

La crise écologique domine l'entrée dans le troisième millénaire. Il n'est pas d'autre défi.

L'humanité va-t-elle la maîtriser, ou se laisser rouler sur la pente du désastre ?

Certains écologistes doutent de la sagesse du peuple et, plutôt que la démocratie, recommandent un pouvoir autoritaire. Mais ils commettent une erreur fondamentale : ils croient que nous sommes en démocratie. En réalité, le capitalisme finissant glisse vers une forme oubliée de système politique. Ce n'est pas la démocratie – pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple –, ce n'est pas la dictature – pouvoir d'un seul aux fins qui lui sont propres –, c'est l'oligarchie : le pouvoir de quelques-uns, qui délibèrent entre eux des solutions qu'ils vont imposer à tous.

Il est de l'intérêt des puissants de faire croire au peuple qu'il est en démocratie. Mais on ne peut pas comprendre le moment présent si l'on n'explore pas la réalité soigneusement occultée : nous sommes en oligarchie, ou sur la voie de l'oligarchie.

Ce livre mène cette exploration. Animé par le souci de répondre au problème fondamental : comment prévenir l'aggravation de la crise écologique, afin que s'épanouisse,

brassée dans la même culture, une humanité digne, juste, et écologique ?

Identifier le mal, c'est se donner les moyens de le guérir. L'histoire est fille de la liberté. L'oligarchie peut être renversée, la démocratie reflourir, le peuple prendre en main son destin, l'équilibre écologique se reformer.



## La tentation autoritaire

Le sommet de Copenhague sur le climat, en décembre 2009, fera date : pour la première fois s'y est exprimé avec une dureté à la mesure de l'enjeu le choc entre les intérêts nationaux et la nécessité de la coopération planétaire. Sur cette scène échevelée, agitée à un degré jamais vu auparavant par l'éventail complet de la société politique – manifestants, activistes, lobbyistes, journalistes, télévisions, diplomates, ministres, chefs d'État –, s'est joué le premier tableau du défi qui va dominer la politique du XXI<sup>e</sup> siècle : l'adaptation juste ou violente au changement climatique et à la crise écologique.

Ces quinze jours épiques se sont conclus par un final en forme de farce : une vingtaine de chefs d'État accouchant sur un coin de table d'un accord bancal à demi refusé dans la foulée par l'assemblée des délégués représentant les nations. Au petit matin, les dirigeants avaient disparu piteusement tandis que les diplomates épuisés renvoyaient à plus tard l'analyse d'un accord qui n'en était pas un. Chine, États-Unis, Europe, Afrique, Inde, Brésil avaient joué une sarabande effrénée où chacun, du plus haut dignitaire au plus humble balayeur, n'était qu'un acteur parmi l'immense troupe de figurants désaccordés. Rien de comique cependant dans ce moment de gravité. On ne s'était pas entendu. La raison aurait voulu qu'on

le fasse ; mais les affaires du monde sont-elles guidées par la raison ?

Je retiens maintenant une phrase. Dans une interview, un écologiste connu en France, Nicolas Hulot, déprimé par cette conférence à l'issue inattendue, affirmait : « C'est la faillite de la démocratie. Il faut adapter nos institutions pour qu'enfin l'intérêt collectif domine. » Faillite de la démocratie. M. Hulot jugeait que les institutions des Nations unies avaient échoué à produire un accord.

La règle à l'Organisation des Nations unies (ONU) est que les décisions se prennent par consensus : pas exactement à l'unanimité, mais de façon telle que si une opposition déterminée, même minoritaire, s'affirme, l'assemblée rediscute la décision à prendre jusqu'à parvenir à un accord. C'est une expression certes imparfaite mais réelle de la démocratie planétaire, fondée sur le principe que chaque nation, quelle que soit sa puissance, dispose d'un droit égal à participer au choix commun. À Copenhague, plusieurs pays sud-américains, estimant que l'accord avait été élaboré dans le secret et sans concertation, refusèrent de l'approuver, entraînant l'assemblée à leur suite.

Comme souvent, il faut se méfier des jugements à l'emporte-pièce. En l'occurrence, l'échec de Copenhague découlait de la méthode adoptée par le gouvernement du Danemark qui, en tant que pays-hôte, présidait la conférence. Mme Connie Hedegaard, ministre danoise de l'Environnement, avait jugé indispensable une adhésion des États-Unis au texte qui résulterait de la réunion. Elle prit donc l'initiative de rédiger un texte très favorable à la position américaine, marginalisant le document « onusien » qui était issu du difficile processus de négociation précédant la rencontre. Ce document, pourtant, constituait une base effective de discussion. La manœuvre de Mme Hedegaard

provoqua le raidissement de la majorité des pays dits du Sud, et toute la conférence s'empêtra dans ce conflit entre deux textes et deux approches. Nul ne peut dire si le document onusien aurait permis de déboucher sur un accord. Ce qui est certain, c'est que la tentative danoise de contourner la procédure démocratique de l'ONU échoua. À Copenhague, il n'y a pas eu échec de la démocratie, mais faillite de la prétention à faire mieux que la démocratie.

Il ne s'agit pas ici de discuter des péripéties du sommet. Mais de voir combien, en un moment si important, un inconscient s'est exprimé. M. Hulot est un homme intègre et animé des meilleures intentions. Son dépit à l'endroit de la démocratie n'en prend que plus de poids. Cependant, il n'est pas singulier : il fait écho à nombre de voix écologistes. Pour le philosophe Dominique Bourg, la démocratie « signifie aujourd'hui une forme représentative de gouvernement conçue durant les deux derniers siècles, et construite de telle sorte qu'elle obère grandement la capacité à faire face aux grands problèmes environnementaux ». James Lovelock, scientifique britannique concepteur de la théorie Gaïa, va plus loin : il juge que, face à la crise écologique, « il est nécessaire que quelques personnes ayant de l'autorité et en qui on ait confiance dirigent les affaires. On devrait vraiment pouvoir compter sur eux, bien sûr, mais cela ne peut pas arriver dans une démocratie moderne [...]. Il peut être nécessaire de mettre la démocratie de côté pour un moment ». Un chercheur australien, David Shearman, conclut pour sa part que « si la démocratie ne peut pas fournir leadership et action sur le changement climatique, sa survie doit être mise en question ». Et il coécrivit un livre intitulé *Le Changement climatique et la Faillite de la démocratie*.

Le raisonnement de ces écologistes pour qui j'ai du respect

peut s'énoncer ainsi : la crise écologique est d'une gravité telle qu'il faut prendre des mesures radicales pour la prévenir. Ces mesures revêtiraient la forme d'une réduction drastique de la consommation matérielle et énergétique. Mais la crise écologique n'est pas immédiatement sensible : les processus de destruction à l'œuvre ne feront sentir leurs effets que progressivement. De ce fait, les citoyens refusent de changer leur mode de vie destructeur à terme mais satisfaisant aujourd'hui. Comme ils élisent leurs dirigeants – c'est la démocratie –, ceux-ci, voulant plaire à leurs électeurs, ne prennent pas les mesures nécessaires. La crise écologique va donc s'aggraver au-delà de tout contrôle. Conclusion : puisque la démocratie ne peut adopter la politique indispensable au salut, puisqu'elle ne permet pas de prendre en compte les intérêts du long terme, la démocratie nuit au bien-être durable de l'humanité. Et il faut confier à une élite vertueuse le soin de mener la société sur le bon chemin.

## **Mussolini est un bon Chinois**

Je reviendrai sur la faille béante de ce raisonnement. Mais il importe auparavant de souligner une convergence dont ces écologistes ne semblent pas avoir conscience. C'est que nombre de zélateurs du capitalisme expriment toujours plus ouvertement un constat similaire : il faudrait trouver mieux que la démocratie pour résoudre les problèmes de l'époque. Ils ne pensent pas une seconde à l'écologie ; bien au contraire, ces braves gens visent à gommer la démocratie parce qu'elle gênerait la croissance de l'économie. Et la croissance, c'est le bien, comme chacun sait.

On apprend ainsi, en lisant *The Economist*, que « les élec-

teurs européens sont le plus grand obstacle aux ambitions [de l'Europe] de devenir plus dynamique et performante » : le « problème réel » du continent étant « la volonté politique et les préférences démocratiques ». À propos du principe de précaution, qui conduit – horreur ! – à remettre en question les organismes génétiquement modifiés ou à considérer la question du climat comme urgente, le philosophe patronal François Ewald déplore « une sorte d'hyperdémocratie des individus qui est fort préoccupante ». D'ailleurs, l'électeur est irrationnel, comme l'indique l'ouvrage de Bryan Caplan, publié en 2007 sous le titre : *Le Mythe de l'électeur rationnel. Pourquoi les démocraties choisissent des mauvaises politiques*, qui explique que l'économie se porterait mieux si l'on se « reposait moins sur la démocratie et plus sur les choix privés et les marchés libres » – un livre salué par le *New York Times*, sous la plume de Nicholas Kristof, comme « le meilleur livre politique de l'année ». Quant à Christophe Barbier, rédacteur en chef de *L'Express*, il recommande un nouveau traité européen ; mais puisque « les peuples ne valideront jamais un tel traité [...], un putsch légitime est nécessaire » de la part des chefs d'État et de gouvernement. De son côté, Alexandre Adler recommande sur l'antenne de France Culture une « dictature bienfaitrice » pour la Grèce : « La Grèce pourrait être forcée, après des émeutes qui se préparent de façon évidente, à créer un gouvernement d'union nationale. On aurait ainsi la dictature, mais une dictature bienfaitrice, de 90 % des électeurs grecs contre le peuple grec lui-même. Cette formule pourra choquer, mais en tout cas elle est nécessaire », assène l'éditorialiste.

Le terme de dictature peut d'ailleurs, dorénavant, être employé sans provoquer plus qu'un haussement de sourcil. Silvio Berlusconi affirme qu'« en tant que Premier ministre je n'ai jamais eu la sensation d'être au pouvoir ». Et pour

s'expliquer, il précise : « J'ai lu les journaux intimes de Mussolini. J'ose vous citer les paroles de quelqu'un qui était considéré comme un grand dictateur » – et de reproduire une phrase du leader fasciste indiquant que son pouvoir se limitait à « seulement dire à [son] cheval d'aller à droite ou à gauche ». Un *think tank* capitaliste militant, the American Enterprise Institute, explique quant à lui, statistiques à l'appui, qu'en matière économique, « le manque de liberté peut être un avantage. Les dictatures ne sont pas gênées par les préférences des électeurs pour, disons, un État social [*welfare state*] ».

Le thème est repris par des analystes moins marqués, comme Thomas Friedman, éditorialiste centriste du *New York Times* : « Une autocratie gouvernée par un parti unique présente certainement ses défauts. Mais quand elle est dirigée par un groupe de gens raisonnablement éclairés, comme c'est le cas en Chine aujourd'hui, elle peut aussi avoir de grands avantages. C'est qu'un parti unique peut imposer des politiques difficiles à faire accepter mais essentielles [*critically important*] pour faire avancer une société dans le XXI<sup>e</sup> siècle. » De même, l'éminent critique littéraire George Steiner fait son deuil sans broncher de l'idéal démocratique : « Il est concevable que la solution dans les grandes crises économiques soit une solution à la chinoise, technocratique. Que nous évoluions vers un despotisme libéral. Ce n'est pas un oxymore. Il reviendra peut-être à des despotismes technologiques d'affronter les grandes crises qui dépassent les systèmes libéraux traditionnels. »

Mais ce recours trop apparent à la dictature pourrait choquer les électeurs occidentaux. Et un universitaire, Jean-Louis Rocca, lâche incidemment le grand secret : analysant l'incapacité des dirigeants chinois à bien comprendre l'Occident, il explique qu'ils « ne comprennent rien à la technologie du pou-

voir démocratique qui permet aux classes dirigeantes de contrôler le peuple au nom de la légitimité populaire ». Oui, pourquoi parler de dictature et de régime autoritaire, alors que l'on contrôle si bien le peuple sous le beau nom de démocratie ? L'important est que les formes soient respectées.

L'aveu de moins en moins gêné de la nécessité de contourner ou de se passer de la démocratie marque un tournant important. Le capitalisme s'était toujours, durant son essor, associé à la démocratie : le libéralisme économique était frère du libéralisme politique, prenant sa source à la même idée selon laquelle la somme des conduites d'individus rationnels conduit à l'harmonie générale. Aujourd'hui, la disjonction entre les deux phénomènes est de plus en plus nettement affirmée.

### **Des citoyens au « faible rendement mental »**

La critique capitaliste de la démocratie a commencé à s'affirmer au mitan du xx<sup>e</sup> siècle. Jusqu'alors, la démocratie était violemment dénigrée par le fascisme et par le marxisme. À partir des années 1940, des idéologues capitalistes ont commencé eux aussi – alors que le fascisme était défait – à critiquer l'idéal démocratique.

Une analyse majeure est de ce point de vue celle de l'économiste Joseph Schumpeter, qui publia en 1942 aux États-Unis son maître-ouvrage *Capitalisme, socialisme et démocratie*. Persuadé que l'étalon de la rationalité était celui de l'entrepreneur cherchant à maximiser son profit, le professeur de Harvard s'attaquait à la théorie libérale de la démocratie, en commençant par démontrer l'inanité du concept de bien commun. De même, le « peuple » n'avait pas de substance : la

« volonté des citoyens » se réduisait à « un ramassis confus de vagues impulsions mollement rattachées à des slogans tout faits et à des impressions erronées ». Quant au citoyen, manipulé par les partis, conditionné par la publicité, occupé de ses affaires personnelles, il ne pouvait être rationnel : « Le citoyen typique, dès qu'il se mêle de politique, régresse à un niveau inférieur de rendement mental [...], il redevient un primitif. » Ainsi, pilotée par les politiciens, « la masse électorale est incapable d'agir autrement que les moutons de Panurge ». Ce diagnostic conduisait Schumpeter, qui ne prenait cependant pas explicitement position contre la démocratie, à réduire celle-ci à une procédure : « La méthode démocratique est le système institutionnel, aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple. » C'est dire que la politique se réduit à une joute entre partis pour capter d'élection en élection les faveurs d'une masse à peu près stupide et conditionnée.

« Cette circonstance, poursuit Schumpeter, impose aux hommes placés au gouvernail ou près du gouvernail une vision à court terme et leur rend extrêmement difficile l'accomplissement des efforts persévérants orientés vers des fins à peine distinctes qu'impliquerait le service des intérêts à long terme du pays. » Ironie de l'histoire, Schumpeter reprenait la métaphore de Mussolini : « Le Premier ministre d'une démocratie pourrait être comparé à un cavalier si complètement absorbé par ses efforts pour rester en selle qu'il ne peut diriger sa course. » Au total, dans la vision de MM. Berlusconi et Schumpeter, on peut distinguer ainsi la dictature et la démocratie : dans le premier cas, le chef ne peut que commander à son cheval, dans le second, il ne peut qu'essayer de ne pas être désarçonné.



Quel était le pronostic final du professeur pour limiter les dégâts de ce système si médiocre ? Constituer une sorte de classe de dirigeants « de suffisamment bonne qualité », « une “strate” sociale, formée par un processus de sélection sévère, dont les éléments s’orientent tout naturellement vers la politique ».

Qu’à bien des égards la description de Schumpeter correspond à la situation actuelle, on peut l’admettre. Qu’elle corresponde à la démocratie est une autre affaire. On y reviendra. Mais en chemin, il faut d’abord s’arrêter à une autre étape majeure de la critique capitaliste de la démocratie. Il s’agit de l’analyse de la Commission Trilatérale, publiée en 1975, et intitulée *Crisis of Democracy*. La Commission regroupe depuis son origine en 1973 des dignitaires politiques et économiques provenant des États-Unis, d’Europe et du Japon, afin de « renforcer la coopération entre ces trois régions ». Le chapitre le plus significatif du rapport de 1975 concernait les États-Unis et était rédigé par Samuel Huntington, le même Huntington qui s’illustrerait plus tard en théorisant le « choc des civilisations » censé opposer l’Occident à l’islam – une théorie qui ferait le miel des néo-conservateurs et d’une présidence aussi magnifiquement démocratique que celle de George W. Bush.

Que disait le rapport de la Trilatérale ? Il célébrait la démocratie, mais pour en déplorer les excès. « La décennie 1960 a témoigné de la vitalité de l’idée démocratique. Elle a été une décennie de poussée démocratique et de réaffirmation de l’égalitarisme démocratique. » L’auteur n’avait pas besoin de citer ce qui était alors évident pour tout le monde : la lutte contre la guerre au Vietnam, les mouvements de Mai 68, la révolution hippie, l’énergie populaire qui avait poussé partout à l’amélioration des revenus du travail. Inconvénient de cette

effervescence : « La vitalité de la démocratie aux États-Unis dans les années 1960 a engendré une augmentation substantielle de l'activité gouvernementale et une diminution substantielle de l'autorité gouvernementale. » Au moment de la rédaction de l'ouvrage, le président Richard Nixon venait d'être contraint à la démission après qu'il eut été prouvé qu'il avait commandité la pose d'un système d'écoutes téléphoniques au siège du Parti démocrate, dans l'immeuble Watergate.

En fait, concluait Huntington, « plusieurs des problèmes de gouvernance aux États-Unis aujourd'hui découlent d'un excès de démocratie [...]. Ce qui est nécessaire est un degré plus grand de modération dans la démocratie ». L'habitude qui s'était prise d'exprimer son point de vue était décidément gênant : « Le bon fonctionnement d'un système politique démocratique requiert habituellement une certaine mesure d'apathie et de non-engagement d'une partie des individus et des groupes. »

M. Huntington concluait en ces termes : « Nous en sommes venus à reconnaître qu'il y a potentiellement des limites désirables à la croissance économique. Il y a aussi potentiellement des limites désirables à l'extension indéfinie de la démocratie politique. » Par le plus infortuné des hasards, la croissance ne serait pas remise en question par la suite par les affidés de la Trilatérale. Pour ce qui est de l'extension de la démocratie, en revanche...

Dans la belle théorie de M. Schumpeter, il y avait un point que le digne professeur avait bien vu, mais qu'il avait relégué dans une note de bas de page, sans chercher à exercer sa verve cynique. À propos des « intérêts capitalistes organisés », il remarquait : « On doit reconnaître que des ressources privées sont fréquemment employées aux fins d'interférer avec le

fonctionnement du mécanisme de commandement concurrentiel. » Et ? Rien ! Le citoyen est un primitif, le peuple n'existe pas, mais l'interaction entre les intérêts capitalistes organisés et la démocratie ne vaut pas plus que deux lignes. De même, la Trilatérale, trente ans plus tard, entr'apercevrait l'ombre de l'esquisse d'un problème : dans des « remarques », un membre de la commission observait « un nouvel aspect » : « Les gouvernements démocratiques peuvent éprouver des difficultés à faire face au pouvoir d'institutions extraparlimentaires [...]. Je pense à deux puissantes institutions économiques – les compagnies géantes et les syndicats grands et puissants. » On sait ce qu'il est advenu des « grands et puissants syndicats ». Mais des compagnies géantes ?

C'est David Rockefeller, membre de la Trilatérale et président de la Chase Manhattan Bank, qui allait donner la réponse en 1999 dans *Newsweek* : « Dans les dernières années, une large partie du monde a tendu vers la démocratie et les économies de marché. Cela a amoindri le rôle des gouvernements, ce qui est quelque chose à quoi les hommes d'affaires sont favorables. Mais l'autre aspect de ce phénomène est que quelqu'un doit prendre la place du gouvernement, et les entreprises [*business*] me semblent être l'entité logique pour le faire. »

La boucle pouvait alors se boucler : il ne restait qu'à bien exercer « la technologie du pouvoir démocratique qui permet aux classes dirigeantes de contrôler le peuple au nom de la légitimité populaire ». Et puisque cela marche si bien, on peut même lancer quelques ballons d'essai sur l'idée de dictature. Bienfaisante, bien sûr.



RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC (16)  
IMPRESSION : CPI FIRMIN DIDOT À MESNIL-SUR-L'ESTRÉE  
DÉPÔT LÉGAL : JANVIER 2011. N° 102888 (00000)  
IMPRIMÉ EN FRANCE

